# SAUVONS DO ELLIPS

N°25 LE MAGAZINE DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
DÉCEMBRE 2014



LA CHASSE AU GASPI SAUVE L'EMPLOI P.4 - PAS DE CAPTAGE PROPRE SANS ANIMATEUR P.5 - L'EAU COURT Pour le tourisme p.6 - Pierre-Fabre bichonne son eau p.7 - Lac d'altitude, lac sentinelle p.8 -Vitrolles: Moins de Pollution, plus d'emplois p.13 - Denis Cheissoux: d'ondes et d'air purs p.16

## (NOUS AGISSONS)



R. Combettes (Carcassonne agglo), J-F. Desbouis (DDTM), R. Banquet (Carcassonne agglo), M. Brousse (CG 11), M. Deblaize (agence de l'eau), J.-P. Maisonnade (SMMAR) et A. Albarel (ville de Carcassonne) s'engagent pour l'eau.

**ler juillet Levée d'obstacles**. Carcassonne agglo (11) et ses partenaires vont réaliser 1,50 M€ de travaux pour aménager les barrages de Maquens et Païcherou situés sur le Fresquel et l'Aude.

# 2 juillet

**Rives du Léman.** La restauration des rivières et des berges du lac Léman et celle des zones humides du Sud-Ouest lémanique sont les actions phares du nouveau contrat de territoire signé à Veigy (74) avec le Syndicat mixte des affluents du Sud-



Ouest lémanique (Gil Thomas), le canton de Genève (Luc Barthassat), le conseil général de la Haute-Savoie (Christian Monteil) et l'agence de l'eau (16 M€).

#### 5 septembre

**Modèle.** «Aujourd'hui, nous traitons 90 % des effluents viticoles et 30 % des phytosanitaires. L'objectif est d'améliorer encore cela », déclare Robert Martin, vice-président de la Chambre d'agriculture de Saône-et-Loire lors de la signature à Davayé d'un accord-cadre avec le Bureau interprofessionnel des vins



de Bourgogne et l'agence de l'eau. Le site de la Petite Grosne expérimentera de nouvelles plateformes de lavage de pulvérisateurs, un changement de matériel et le passage au bio.

# 30 septembre

**Entente.** « Le département s'engage auprès des collectivités rurales pour accompagner les services publics d'eau et d'assainissement, pour arrêter l'utilisation des pesticides, pour protéger les zones humides et restaurer les continuités écologiques », déclare Rémi Chaintron, président du conseil général de Saône-et-Loire lors de la signature à Mâcon d'un partenariat avec les agences de l'eau Rhône Méditerranée Corse et Loire-Bretagne.

M. Guespereau, R. Chaintron, C. Gitton, agence de l'eau Loire-Bretagne et J.- P. Diconne, conseiller général.





#### 11 octobre Labellisation.

La Valserine (01) gagne ses galons de première « rivière sauvage » de France à la grande satisfaction de Rachel Mazuir, président du conseil général de l'Ain. Cette rivière est un « témoin de la naturalité et de la beauté des milieux aquatiques en excellent état écologique », souligne Roberto Epple, président du Fonds pour la conservation des rivières sauvages.

## 22 octobre

**Communautaire**. 32 millions de m³ d'eaux usées transiteront chaque année dans la nouvelle station d'épuration du Grand Avignon qui traite les eaux des communes d'Avignon, de Villeneuve, du Pontet et des Angles. « Les citoyens doivent être sensibilisés aux nécessités environnementales des politiques de l'eau et informés des investissements conséquents entrepris », souligne Jean-



Marc Roubaud, président du Grand Avignon, qui engage 30 M€ pour moderniser les équipements et créer un parcours pédagogique.



**30 octobre Vendanges propres.** Les viticulteurs de Caussiniojouls (34) lavent et remplissent leurs matériels à vendanger sur la nouvelle aire collective inaugurée sur le territoire du Syndicat mixte de la vallée de l'Orb et du Libron. Puisserguier, Bassan, Causses et Veyran, Murviel-les-Béziers, St-Geniès-de-Fontedit/Puimisson/Magalas devraient lui emboîter le pas en 2015.



#### 8 juillet Économie d'eau.

L'Orbieu, surpompé l'été, va pouvoir respirer. L'association des irrigants de Luc-Ornaison-Boutenac modernise son canal d'approvisionnement en eau et va économiser 0,8 million de m³ d'eau par an grâce au passage au goutte-à-goutte.



Les signataires du contrat de canal visitent le seuil de prise d'eau sur l'Orbieu dans l'Aude.

#### 10 juillet

Plages propres. Marseille Provence Métropole (MPM) et l'agence de l'eau sauvent les plages de tout débordement d'eaux usées pendant les orages. Le contrat d'agglomération de 186 M€ va améliorer le système d'assainissement, dont la capacité de rétention sera lieu de 14000, 5 bassins d'orage proprés à 150 000 m³ au grâce à la construction de 5 bassins d'orage



## 15 octobre

**Trame bleue.** À l'occasion des 80 ans de la CNR, Ségolène Royal, ministre de l'écologie, et Élisabeth Ayrault, présidente de la CNR, entourées de MM. Queyranne et Collomb, annoncent plus de 70 M€ de travaux pour la restauration écologique du Rhône.





M. Créchet, sous-préfet, B. Berger, président du Syndicat Eyrieux Clair, P. Bonnetain, conseiller régional, N. Chantepy, agence de l'eau et M. Weiss, vice-président du conseil général.

21 octobre Numéro 2. Le Syndicat Eyrieux Clair signe son 2e contrat de rivière Eyrieux Embroye Turzo, au Cheylard (07). 30 M€ permettront de restaurer la circulation des poissons et des sédiments (13 seuils vont être aménagés), de faire un plan de gestion de la ressource et de restaurer les zones humides.

#### 7 novembre

À la pointe. Le fleuve Rhône se libère de la pollution chimique de l'usine Expansia d'Aramon (30) qui se dote d'une installation de pointe pour traiter ses effluents industriels. Cette station de 1,50 M€ « marque une évolution importante pour la maîtrise de l'environnement de notre site qui rejette en milieu naturel », a souligné Philippe Jaffrennou, directeur général d'Expansia.



P. Jaffrennou, DG Expansia, V. Touraille, DG PCAS, président d'Expansia et C.Moretti, président du Groupe PCAS.



## 7 novembre

Chasseur citoyen. « D'ici à 2018, 100 hectares de zones humides seront acquis ou restaurés dans le Jura », annonce Christian Lagalice, président de la Fédération départementale des chasseurs lors de la signature à Lons-le-Saunier (39) d'une convention avec l'agence de l'eau, en présence de Jacques Quastana, préfet du Jura.

# édito

#### Un = trois

Parce qu'un euro investi par l'agence de l'eau permet de réaliser trois euros de travaux, la protection de l'eau agit en faveur de l'emploi, qui plus est un emploi non délocalisable. L'agence de l'eau est une machine à investissement local. Elle alloue les moyens que dégage la redevance de l'eau aux besoins les plus urgents et crée beaucoup d'activité. Ce système exige une gouvernance forte pour que les choix d'attribution des aides soient strictement utiles au pays

Nous prenons en compte la valeur des territoires dans sa dimension économique - celle des entreprises, de l'emploi – autant qu'au regard des risques humains et sanitaires. Les deux sont liés. Regardez la Loue (Doubs) qui, faute d'un niveau d'investissement suffisant pour protéger son eau, perd depuis trois ans ses poissons et son tourisme. Elle en est une des tristes preuves.

Choisir de proteger les captages, de restaurer un cours d'eau défiguré ou de remettre en état nos réseaux d'eau «fuyards», c'est faire des choix structurants à forte valeur économique.

**Martin Guespereau** 

Directeur général de l'agence de l'eau

# (BOURGOGNE, FRANCHE-COMTÉ)

La chasse au gaspi sauve l'emploi

HAUTE-SAÔNE Un plan de relance inespéré à 22 millions d'euros

l00 000 € de travaux = un emploi dans le BTP

Lorsqu'en janvier 2014, la FRTP (Fédération régionale des travaux publics) est reçue au conseil général de Haute-Saône, l'heure n'est pas à la fête: « Nous avons alerté le président sur la situation très difficile de nos entreprises, dont certaines étaient au bord du dépôt de bilan, explique Sébastien Perrin, secrétaire général de la fédération. Il a entendu notre message et, en mai, nous a présenté un plan de relance. » Pour Yves Krattinger, président du CG 70, il s'agit de « trouver une réponse utile mais qui utilise bien l'argent public. » Il recense les secteurs dans lesquels des travaux sont en attente. « C'était le cas des réseaux d'eau potable pour lesquels il y avait un réel besoin, plus important même que ce que l'on supposait. » Yves Krattinger sollicite alors l'agence de l'eau: « Elle nous a accordé d'office son soutien pour subventionner à nos côtés 50 % des projets de remplacement des canalisations d'eau potable des collectivités. »

Pour que le plan porte ses fruits, le président pose ses conditions: **une procédure simple, une instruction unique et des délais de réponse courts**. Lancé avant l'été, l'appel à projets est bouclé fin septembre avec 105 dossiers déposés et des objectifs largement dépassés. « *Nous attendions un montant de travaux entre 4 et 5 M*€. Les 22 millions sont dépassés! », s'enthousiasme Sébastien Perrin pour qui « 100 000 € de chiffre d'affaires égalent un emploi ».

Pour le président du conseil général, le plan « a redonné du moral aux entreprises comme aux élus qui



Le remplacement des réseaux d'eau potable obsolètes va générer plus de 22 millions de travaux en Haute-Saône.

venaient de connaître une année blanche. » De même, pour la FRTP, « la tendance a été inversée. Les entre-prises qui étaient en activité partielle ont gelé les licenciements prévus en fin d'année », note le secrétaire général. Il leur reste à présent à décrocher les marchés soumis aux appels d'offres en cours - phase 2 du plan de relance. Leur sort est entre leurs mains.

# L'Allaine redessinée



Autrefois chenalisé et rectiligne, le lit de l'Allaine a aujourd'hui, sur plus de 2 km dans la traversée de Delle (90), près de la frontière suisse, **un profil plus compatible avec le bon état écologique**. Durant l'été, la Vendeline, affluent de l'Allaine, a quant à elle retrouvé ses méandres en amont de Réchésy. Sur ces deux sites, quatre seuils sont supprimés, le lit et les berges, redessinés. Les travaux, portés par le conseil général du Territoire de Belfort et financés par l'agence de l'eau, ont rendu à la rivière un fonctionnement et un cours harmonieux. Les riverains y gagnent une meilleure protection contre les crues et les espèces animales, des habitats diversifiés.



# VNF libère les brochets



Entre Gray et Auxonne, sur la « petite Saône », VNF a engagé il y a dix ans un programme de travaux de modernisation de ses ouvrages privilégiant la biodiversité. Ainsi après la passe à poissons d'Auxonne (21) en 2011, l'établissement public a inauguré en juillet dernier la passe de Gray (70). Via sept bassins successifs, carpes, brochets ou anguilles franchissent dorénavant un barrage de 2 mètres de haut. Les travaux (582500€) ont été cofinancés par l'agence de l'eau, le Feder et VNF. Ils se poursuivent actuellement plus en aval par l'équipement d'un dispositif de franchissement piscicole sur le barrage d'Apremont.



189 actions

C'est ce que prévoit le contrat de rivière Doubs signé le 7 juillet dernier et qui mobilise plus de 26 M€ sur 6 ans. Le long du Doubs, de la frontière suisse à Brémoncourt (54), 293 communes sont concernées.

# Pas de captage propre sans animateur

ISÈRE

### Le syndicat pérennisera son poste d'animateur en 2018

Laurent Gouilloud,
directeur du syndicat,
veut conserver
son animateur JeanMatthieu Fontaine.



# Avoir des captages propres, c'est le vœu de tous. Pour y arriver, le syndicat de gestion de l'eau de Péage-de-Roussillon pérennise le poste de son animateur captages.

Indispensable au point d'être pérennisé. Depuis sa création en 2012, le poste d'animateur captages, financé à 80 % par l'agence de l'eau, s'est révélé non seulement indispensable, mais moteur dans la politique du Syndicat intercommunal de gestion des eaux de Roussillon, Péage-de-Roussillon et environs (Sigearpe).

«Le Sigearpe gère trois des onze captages prioritaires de Bièvre Liers Valloire, où les taux de nitrates sont en dessous de la norme, mais préoccupants et très fluctuants, explique Laurent Gouilloud, le directeur. Notre premier enjeu était de stabiliser et de faire baisser ces teneurs, dans des territoires à vocation essentiellement agricole et l'action de Jean-Matthieu Fontaine, notre animateur, nous a confortés dans notre volonté de nous engager dans la préservation en amont des ressources en eau du territoire ». Une véritable dynamique s'est créée. Les liens avec les agriculteurs, peu développés auparavant, sont au cœur de la mission. «Je travaille avec eux sur des

solutions concrètes. De manière générale le Sigearpe essaie de les accompagner dans l'amélioration de leurs pratiques comme la remise en herbe tout en gardant une exploitation compétitive » relève Jean-Matthieu Fontaine.

« Les résultats mettront du temps à venir, mais c'est un pari raisonné sur des choix d'exploitation plus respectueux de l'environnement », ajoute l'animateur. Le 19 février 2014, tous les acteurs du territoire (agriculteurs, collectivités, prescripteurs, agence de l'eau...) ont signé un plan déclinant une cinquantaine d'actions concrètes.

Dans cette **logique de prévention**, le Sigearpe pérennisera le poste de son animateur à l'horizon 2018, doublera dès 2015 son temps de travail (de 50 à 100 %) et élargira ses missions à la préservation de ses autres captages: trois hors zone prioritaire et deux mis en sommeil. Il favorisera aussi « la prise de conscience transversale de la nécessité d'agir à tous les échelons du territoire », ajoute Laurent Gouilloud.

# La Haute-Bourbre à la reconquête de l'eau brute

Six captages de la Haute-Bourbre, à Virieu (38), sont désormais protégés par un plan d'action signé par la chambre d'agriculture, la Safer, la mairie de Virieu et l'agence de l'eau. **Il y avait urgence** puisque deux d'entre eux ont dû être déconnectés du réseau pour cause de pollution à l'atrazine trop élevée. Sept hectares du périmètre de protection sont devenus propriété du syndicat de la Haute-Bourbre, toujours exploités en prairie par six agriculteurs qui ont récupéré en échange des surfaces équivalentes hors de la zone. Objectif: la reconquête de la qualité de l'eau brute.





# Chalaronne: 90 m pour contourner l'obstacle

En juillet dernier, après 4 mois de travaux, une rivière de contournement de 90 mètres de long a été mise en eau sur la Calonne (Ain). Auparavant, les truites, lamproies et autres chabots se heurtaient à **un seuil de plus de 2 m de haut** alimentant un ancien moulin à farine préservé à titre patrimonial. La nouvelle boucle (environ 80 000 €) financée par l'agence de l'eau (45 %), la région Rhône-Alpes (21 %), le <u>Syndicat des rivières des territoires de Chalaronne</u> (20 %) et le conseil général de l'Ain (14 %) relie désormais le bief du moulin (*au premier plan*), qui part du seuil, à la Calonne, en aval de celui-ci.



Avant



Après



L'eau court pour le tourisme

HAUTES-ALPES Les sports d'eau battent des records en nombre d'emplois

# Dans les Hautes-Alpes, l'eau de qualité est devenue un atout pour le tourisme et l'emploi.

Nager en eaux vives dans la Durance, glisser à la voile sur le lac de Serre-Ponçon, descendre le Guil en rafting... Les 2000 km de cours d'eau des Hautes-Alpes, leurs lacs de grande qualité offrent un **terrain d'aventure idéal** pour les amateurs de sports aquatiques. D'ailleurs, 91 % des kayakistes (1er sport d'eaux vives) se sont déclarés satisfaits de la qualité du milieu naturel dans lequel ils évoluent, selon une étude du conseil général en 2012.

Aussi, le département et les communes mettentils les bouchées doubles pour leur politique de l'eau. « Nous avons refait et mis aux normes toutes les stations d'épuration, explique Victor Berenguel, viceprésident du conseil général chargé de l'agenda 21 et de l'environnement. Dans les stations de ski, les équipements sont surdimensionnés pour faire face au pic de fréquentation de février et au risque de pollution, au moment où l'étiage est le plus sévère ».

Parallèlement, le <u>département</u> a mis en place en 2004 un suivi soutenu de la qualité de l'eau de ses rivières, avec 40 points analysés plusieurs fois par an, 120 tous les 5 ans avec « une bonne qualité stable », se félicite le conseiller général. Ces efforts payent. Dans un département où **le tourisme représente jusqu'à 75 % de la richesse** dans certains territoires, et où 40 % du chiffre d'affaires touristique provient des sports de pleine nature, les

sports d'eau sont les plus généreux en termes de création d'emplois. Ils génèrent plus de la moitié des « séquences de sport encadrées par des professionnels ». Loin devant la randonnée, le VTT, et même la randonnée équestre.



 Les pratiquants de rafting et de kayak plébiscitent la qualité des eaux vives du département.



# 51 postes financés en PACA

Depuis 2006 en Paca, 51 postes techniques dans des <u>syndicats de rivière</u> ou, plus rarement, dans des fédérations de pêche ont été financés par la région pour un total de 1,60 M€. Dans le cadre du PRE (Plan régional pour l'emploi) lancé en 2006 et rebaptisé CRÉER en 2011, celle-ci a en effet mis en œuvre un dispositif spécifique d'aide à la création de postes de gestionnaire de l'eau ou de milieux aquatiques. À condition que le salaire soit au moins égal à 120 % du smic et l'emploi, pérenne, la subvention régionale atteint pour un plein-temps 36000 € sur 3 ans.

# Coup de bambou sur les eaux usées



La société Phyto Perspectives, à Miramas (13), spécialiste des plantes épuratrices, a déjà installé, seule ou avec des partenaires, une quarantaine de stations d'épuration par les bambous, en France ou à l'étranger. La dernière, achevée en octobre, équipe une école HQE des Philippines. La filtration des impuretés est réalisée par les rhizomes et les racines et suivie d'une dégradation biologique par les microorganismes. La phyto-épuration, dont le coût dépend des conditions climatiques et végétales du site, est, selon la société, une solution très adaptée en cas d'urbanisation diffuse ou de manque d'infrastructure.

# Pierre-Fabre bichonne son eau



HÉRAULT

L'excellente eau d'Avène lui vaut une belle santé économique

Au cœur du parc naturel régional du Haut-Languedoc, un village de quelque 300 âmes et... une entreprise d'autant de salariés.

À Avène, le laboratoire Pierre-Fabre est, avec sa station thermale et son usine de produits dermocosmétiques, quasiment le seul employeur... « Des emplois impossibles à délocaliser », précise Philippe Tréard, directeur du site thermal, puisqu'entièrement liés à la source aux propriétés dermatologiques découverte là en 1736. Le groupe français, qui en a racheté la concession en 1975, a fait d'Avène l'un de ses sites phares: rechargée en permanence par les pluies, cette eau lui assure une croissance continue. « Nous accueillons 2800 curistes par an contre 20 au début de l'activité », annonce Marie-Ange Martincic, directrice des thermes. Quant à l'usine, elle fabrique 80 millions de produits par an. « Le groupe mise notamment sur les aérosols d'eau », explique Alain Ruat, son directeur, en présentant la première de deux nouvelles lignes de production, créée dans une extension. Source de vie, cette eau fait l'objet de soins attentifs. « Nos curistes savent que nous leur imposons des règles d'hygiène strictes parce que nous avons la certification Aquacert de maîtrise de la qualité sanitaire », explique Marie-Ange Martincic. Quant aux crèmes et autres baumes, une part importante d'entre eux sont produits, depuis peu, en blocs stériles. « Ce process, conçu pour éviter toute contamination,



nous permet de n'ajouter aucun conservateur », assure Alain Ruat. Tout ceci repose sur des **contrôles quotidiens** de la qualité et de la stabilité physicochimique de la ressource, assurés, sous accréditation Cofrac\*, par le laboratoire de l'eau créé à côté de l'usine. « Nous faisons aussi des analyses pour tout le groupe, précise Bertrand Selas, qui le dirige, ainsi que des recherches sur le fonctionnement du gisement avec le <u>BRGM</u>, ou encore pour le développement de nouveaux produits ».

\* Comité français d'accréditation. Garantit la fiabilité des résultats d'analyse.

 Un établissement thermal, une usine et un laboratoire dans un seul et même hameau d'Avène nommé « Le Désert »





# Le Gard en pointe sur les zones humides

Début 2014, le conseil général du Gard a fait jouer son droit de préemption pour racheter 285 ha de zones humides au cœur d'une propriété de 800 ha de la <u>Camargue gardoise</u>, le marais des Gargattes et de Coute. Cette opération de grande ampleur, subventionnée par l'agence de l'eau, permet de créer un corridor écologique entre le secteur déjà protégé du marais de Scamandre et le Petit Rhône, utile à la biodiversité. Elle permet aussi la préservation de l'eau dans ce territoire sensible tout **en optimisant la gestion des crues**.

# Barjac au Népal

Après le Bénin il y a 3 ans, le syndicat d'adduction intercommunal potable de Barjac apporte à présent son aide institutionnelle et financière à 9 villages du Népal. Mis en relation avec ces communes par l'ONG Rural Development Forum et l'association Aquassistance, le saep, soutenu par ces dernières, le conseil général du Gard et l'agence de l'eau, réalisera, d'ici à septembre 2016, 330 000 € de travaux pour offrir à 800 familles un réseau d'eau potable digne de ce nom. Trois réservoirs, 11 km de tuyaux, 33 bornes fontaines sont prévus.

# Lac d'altitude, lac sentinelle



Quelques alpinistes, des refuges... Les lacs sont les témoins d'un temps où l'homme avait peu d'impact sur la nature.

SAVOIE

# Du suivi des poissons à celui des évolutions climatiques

Réseau de recherche

En Savoie, 5 ou 6 hommes grimpent régulièrement jusqu'à 2 600-2 700 m d'altitude... sans chercher à atteindre un sommet.

Leur but, à chaque fois: un lac où un hélicoptère leur apporte bivouac et vivres, bateau, blocs de

plongée et matériel de prélèvement. Composée de plongeurs professionnels et de salariés de la fédération de pêche de Savoie, cette équipe conduit chaque été et chaque automne, depuis 2010, des campagnes de recueil de données dans des lacs d'altitude tels que l'Arpont ou Chasseforêt. « Du fait de leur position géographique, ceux-ci sont plus ou moins préservés des activités humaines, explique Bertrand Lohéac, ingénieur de la fédération de pêche 73.

Le caractère encore sauvage de ces lacs en fait des « sentinelles » du changement

climatique, pour reprendre le nom du réseau alpin animé par <u>Asters</u>\* qui coordonne les recherches et suivis sur les lacs. «L'une de nos contributions à ce réseau alpin sera la mise à disposition de nos données », assure Bertrand Lohéac. En effet, l'équipe a placé des **enregistreurs thermiques** à ces altitudes inhospitalières pour suivre, heure par heure et toute l'année, les changements de température.

« Ces lacs constituent aussi des milieux de référence nous permettant d'évaluer la gestion piscicole comme par exemple l'empoissonnement ou les quotas de prélèvements » poursuit Bertrand Lohéac. Absents de ces lacs à l'état naturel, des poissons comme l'omble chevalier ont historiquement été introduits dans 15 lacs pour la pêche, et s'y sont acclimatés



et développés. Pour savoir comment et avec quels effets, l'équipe prélève des phytoplanctons, zooplanctons et macroinvertébrés pour des analyses biologiques, des poissons pour des mesures de croissance, de maturité sexuelle et de comportement alimentaire, etc. Après un premier volet d'analyses physico-chimiques et biologiques sur ces 15 premiers lacs, la fédération observe depuis 2013 la capacité de 16 autres à accueillir les poissons.

Les données issues de toutes ces analyses enrichiront dès 2016 le réseau « *lacs sentinelles* », observatoire de ces milieux singuliers de référence.

\* Le conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie.



# Goûter écolo

La ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, a inauguré le refuge du Goûter du club alpin français, le 6 septembre dernier. Plus haut refuge de France à 3800 m d'altitude, dernière halte dans l'ascension du toit de l'Europe, le Goûter ne pouvait s'imaginer que dans la plus pure ligne écologique. Certifié HQE, il s'est vu gratifier d'une aide de 100 000 € de l'agence de l'eau qui porte sur un système d'assainissement autonome des eaux usées pour ses 120 occupants possibles : cuvettes de WC avec détecteur de présence, filtration dans les chasses, ballon collecteur de boues résiduaires, réservoir tampon de recyclage de l'eau.

# French Whiskey à l'eau de source



Créé en 2009, le domaine des Hautes-Glaces (38) commercialise depuis mai son premier whisky: en cette fin d'année, 300 bouteilles haut de gamme ont été écoulées en quelques jours. Cette distillerie maîtrise la totalité du process et a choisi de s'installer **près de l'eau pure et minérale** qui coule entre Vercors et Ecrins. Idéale pour le maltage, le brassage et la fermentation de ses single malt (orge ou seigle). En retour, le domaine offre à son terroir un mode de production bio, se limite à de petits rendements et chauffe ses alambics exclusivement au bois. Oh dear!

Canalisateurs, fontainiers, paysagistes, ingénieurs, chercheurs, hydrogéologues... Mais aussi salariés de stations de ski ou d'usines d'embouteillage d'eau minérale, de clubs de sports nautiques et de structures touristiques, etc. Ils sont nombreux ceux dont le métier est lié à l'eau.

Dossier

# L'eau, source d'emplois



# Préserver l'eau = soutenir l'emploi

La directive cadre européenne sur le bon état écologique et les programmes de l'agence de l'eau soutiennent la création d'emplois.
Préserver l'eau et les financements publics pour sa bonne gestion, c'est soutenir l'emploi.



Les métiers de la production et de la recherche liés à l'eau sont souvent qualifiés.

L'eau, source d'emplois: une évidence? Plutôt une réalité méconnue. Le Commissariat général au développement durable (CGDD) liste pas moins de 12 activités « d'exploitation de la ressource », c'est-à-dire entièrement conditionnées par l'eau. Elles représentent 195 000 emplois en France, dont 125 000 dans les bassins Rhône-Méditerranée et Corse. Parmi elles, l'embouteillage (3 326 emplois) ou la thalassothérapie (579) sont en plein essor

Pour le CGDD, **174 000 emplois** vivent directement de la gestion de l'eau en France. « Ils se trouvent chez des employeurs très nombreux, commente Julien Dubuis, responsable du service d'analyse économique de l'agence de l'eau: des opérateurs de services publics d'eau et d'assainissement, des entreprises, des collectivités locales, des laboratoires de recherche, des administrations, etc. ».

Une bonne part de ces postes est déjà accessible à faible niveau de qualification : « Nous avons des métiers de la terre - terrassier, canalisateur, maçon... -, explique Frédéric Moulin, directeur de Rampa TP Lyon, spécialiste des canalisations. Il nous faut des gens motivés plus que diplômés ». Mais dans nombre d'autres métiers, la **technicité augmente**. Celui de fontainier par exemple, très ancien, est désormais nommé « agent ou technicien réseau » par Nicolas Jaudouin, chargé de recrutement à Véolia eau centre-est: « Nos agents sont aujourd'hui équipés de smartphones ou d'outils numériques pour le télé-relevé, par exemple ». Thomas Sergentet, technicien réseau dans le Doubs, est titulaire d'un BTS de gestion

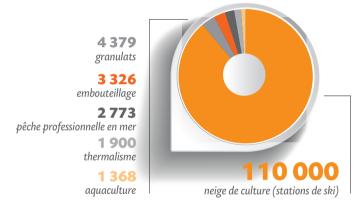
et de maîtrise de l'eau: « En dehors des opérations de plomberie, le fontainier doit vraiment connaître l'hydraulique ». De son côté, Daniel Lachana, dirigeant de Green Style, société rhodanienne d'espaces verts qui intervient pour la renaturation de rivières, a recruté, après 3 ans en alternance, trois jeunes ingénieurs du paysage, un nouveau profil: « Dans notre secteur, il faut de plus en plus être apte à comprendre toutes les problématiques d'un projet ». Pour Félicien Charrier, technicien rivière en 2007 et aujourd'hui responsable du service assainissement et rivière à la Communauté d'agglomération Privas centre Ardèche, l'accroissement de la technicité a pris la forme de « responsabilités de plus en plus larges », en termes de territoire à couvrir, d'effectif à manager, de budget à gérer...

# De nouveaux marchés, favorisés par les aides publiques

Autre évolution constatée: entre 2004 et 2012, l'emploi a baissé de 1,4 % dans le secteur des eaux usées, tandis qu'il augmentait, sur la même période, de 12,1 % dans celui de la réhabilitation des sols et des eaux et de 2,9 % dans celui de la gestion durable de l'eau. En cause, notamment, les orientations des **financements publics**. Ainsi, la <u>directive cadre européenne sur l'eau</u> de 2000 a mis le cap sur le bon état écologique des eaux et a fait émerger un

nouveau secteur: la préservation et la restauration des milieux naturels. C'est là que des « niches » se sont ouvertes. « En réorientant davantage son programme d'intervention en ce sens, l'agence de l'eau a accru son effet de levier sur l'économie et génère encore plus d'emplois », commente Julien Dubuis, qui a évalué cet impact : avec 3,6 MD€ d'aides sur 6 ans, le programme d'actions « Sauvons l'eau » 2013-2018 induit plus de 9 MD€ d'investissements qui représentent 14 000 emplois permanents dans le bassin, dont 10 000 dans le BTP.

Ces évolutions sont ressenties sur le terrain: «Le marché de la création de forages arrive à saturation, explique Jérôme Gautier, co-gérant du bureau d'hydrogéologie drômois Idées Eaux. En revanche, nous faisons de plus en plus d'analyses de vulnérabilité autour de captages prioritaires, qui sont subventionnées. Avec nos contrats pour l'industrie et les sociétés d'eau minérale, cela nous a permis de passer de deux personnes en 2000 à 12 en 2014 ». De même, le syndicat mixte



# Les activités d'exploitation de la ressource les plus pourvoyeuses d'emplois dans le bassin

Source : « Analyse socio-économique des usages liés à l'exploitation des ressources aquatiques dans les bassins Rhône Méditerranée et Corse », Acteon Environment / Ecodecision.

# **TÉMOIGNAGE** Éric Gravier

> Directeur technique de Gemdoubs

aidés par notre image de protecteurs de l'eau » « Parce que nous fabriquons du papier pour carton ondulé, notre implantation à Novillars (Doubs) est liée à la proximité du canal et d'une nappe aquifère qui nous fournissent une eau de bonne qualité ». Consciente de cette richesse, la papeterie dont Éric Gravier est directeur technique a depuis longtemps opté pour un process recyclant au maximum l'eau et traité ses rejets. Grâce à une aide de l'agence de l'eau, elle s'est ainsi dotée, en 2003, d'un bassin lagunaire dans lequel des bactéries épurent l'eau avant un traitement par rhizosphère, à l'époque, novateur. « Ces actions de protection de l'eau nous ont donné une image très positive auprès des responsables d'administrations et des élus locaux, commente Éric Gravier. Aussi, quand nous avons dû fermer l'usine après un dépôt de bilan, en 2012, ils ont tout fait pour nous aider à attirer un repreneur ». Rachetée en septembre 2013 par un homme d'affaires libanais, la société a réembauché les 63 salariés qu'elle avait dû licencier et a relancé sa production, réorientée vers le marché porteur du carton ondulé. Grâce à ses installations, elle a aussi retrouvé un niveau de rejets de 3,5 m³ par tonne produite, soit 50 % de la limite prévue par l'arrêté préfectoral. « Aujourd'hui, assure Éric Gravier, notre objectif est d'augmenter les volumes à rejets constants ».

## En chiffre...

L'agence de l'eau EMPLOIE directement 385 agents et FINANCE environ 350 postes de chargés de mission dans les structures de gestion de l'eau.

# LA PAROLE À Pierre Hérisson



« Ne pas peser sur les comptes d'exploitation » « Si l'on applique le principe « l'eau paie l'eau », l'agence, en finançant des installations de qualité destinées à atteindre le bon état des eaux, contribue à préserver des emplois dans un secteur durement touché par la crise. Des emplois directs - cadres, administratifs, techniciens de collectivités ou du monde agricole...- et indirects, à travers les entreprises qui construisent ou exploitent des équipements de pompage, traitement, assainissement, protection des captages... Mais le comité de bassin a conscience aussi que les orientations du SDAGE qu'il fixe en application de la loi et de la directive cadre européenne, peuvent, par ricochet, avoir des conséquences négatives. En effet, plus les contraintes sont importantes, plus elles pèsent sur les comptes d'exploitation. Notre vrai souci est donc de ne pas dépasser la capacité des agriculteurs et des industriels, qui paient une part importante de la redevance, à supporter ces contraintes. Or la directive cadre poursuit des objectifs ambitieux pour 2015. Ils seront d'autant plus difficiles à atteindre que la loi de finances pour 2015 vient pour la deuxième année consécutive de décider le prélèvement de 42 millions d'euros sur notre prochain budget au profit des comptes de la Nation. C'est autant d'argent qui n'ira pas aux entreprises. En réduisant notre capacité à soutenir les investissements dans le domaine de l'eau, on réduit notre capacité à soutenir l'emploi. On voit bien là les limites de l'exercice et du principe " l'eau paie l'eau "... »

> Sénateur honoraire, conseiller municipal UMP d'Annecy. membre du comité de bassin Rhône-Méditerranée

#### (DOSSIER)



 L'éducation à l'environnement concerne un grand nombre d'emplois liés à l'eau. De gauche à droite: Frédéric Moulin (Rampa TP), Christophe Moiroux (CNR) et Daniel Lachana (Green Style), ou les (bonnes) relations entre maître d'œuvre et entrepreneurs.



du bassin versant de la Véore (Drôme) reçoit des aides pour les travaux de restauration physique de rivières, assurés par son équipe de personnes qualifiées. Les travaux d'entretien courant, eux, sont financés s'ils sont assurés par une entreprise d'insertion. « Nous avons ainsi consolidé notre collaboration historique avec une association intermédiaire locale, Aire, explique Cédric Cadet, technicien de rivière. Près de 200 personnes en insertion ont ainsi déjà travaillé pour nous et nous en avons d'ailleurs recruté certaines ». Pour Christophe Moiroud, responsable du pôle environnement de la CNR, maître d'œuvre de nombreux chantiers de renaturation, il est clair que, « sans subvention, il n'y aurait pas de projets ».

## Une onde d'impact sur les territoires

C'est pourquoi nombre d'acteurs, déjà affectés par la crise, s'inquiètent: « Prélever 10 % des recettes de l'agence de l'eau comme le prévoit la loi de finances, c'est réduire de 10 % les subventions aux projets », calcule Daniel Lachana, qui craint de devoir licencier de jeunes diplômés en 2015. « Dans les années 2000, nous avions tant de travail que nous avons appelé à la création de formations et même d'une école, se souvient-il. À présent, nous devons dire aux jeunes qui en sortent qu'il n'y a plus de travail?! ». Quant à Frédéric Moulin, il se dit « inquiet des marchés publics contenant une clause d'insertion » : « Nous avons déjà des soucis pour préserver nos effectifs permanents... ».

Cette prise de conscience du **lien entre gestion de l'eau et emploi** est d'autant plus nécessaire que l'onde d'impact des aides s'étend à nombre d'emplois indirects sur les territoires. Le Syndicat mixte du lac d'Annecy (Sila), en Haute-Savoie, a investi 400 M€ depuis 1957 pour lutter contre l'eutrophisation ou encore conduit un programme de 2,80 M€ (dont 80 % subventionnés) de restauration des roselières, fortement épuratrices. Il a ainsi redonné sa pureté au lac... où ont émergé une multitude d'activités de loisirs: bateaux touristiques comme «Le libellule» qui accueille quelque 200 000 passagers par an, clubs d'aviron ou de ski nautique, pêche, etc. « Cette image du lac est un élément attractif fort, confirme Pierre Bruyère, président du Sila. Grâce à lui, les entreprises locales séduisent facilement les cadres ».

De même, dans l'Hérault, le <u>Syndicat mixte du bassin de Thau</u> est engagé dans une course contre la montre pour préserver la qualité d'une lagune fragile alors même que les nouvelles habitations et activités qu'elle attire l'enserrent de pollutions nouvelles. Deux mille emplois directs et autant d'indirects dépendent de la clarté de son eau, dans les secteurs de la conchyliculture comme des activités nautiques.

#### Anduze

# Le salut est dans le collectif



Unis, viticulteurs et maraîchers bio vendent mieux.

Au pays d'Anduze, dans le Gard, la viticulture côtoie des captages prioritaires. Pour concilier leurs **enjeux économiques et écologiques**, les caves coopératives de Tornac , Massillargues-Atuech et Lézan ont créé l'association Grappe 3 en 2009, avec une aide de l'agence de l'eau. « Nous avons accompagné de premiers viticulteurs à passer au bio et leurs ventes se sont développées, se souvient Danny Peregrine, animateur de <u>Grappe 3</u>. De fait, 70 % des adhérents de la cave de Tornac se sont convertis et près de 50 % de ceux de Massillargues-Atuech ». Les techniques utilisées, plus manuelles, ont permis l'embauche, dès la première année, de 45 ouvriers agricoles locaux.

Seulement voilà: à l'issue des trois ans de financement prévu de l'agence de l'eau, le cours du vin bio a chuté, les ventes aussi... « Deux convertis sur 15 sont revenus en arrière, regrette l'animateur. Heureusement, les aides agri-environnementales sont encore suffisamment motivantes ». Aujourd'hui, Grappe 3 souhaite faciliter la reprise des exploitations lors des départs en retraite. « Des installations en maraîchage ont réussi grâce à la création d'un collectif de producteurs. Pour la viticulture, nous montons un dispositif avec les collectivités locales et la Safer visant à acheter des terrains en attendant de trouver des personnes susceptibles d'en prendre l'exploitation via un bail environnemental ». Pour Marie-Dominique Gras, animatrice du programme d'actions sur les captages prioritaires, qui participe au projet, « on ne peut pas faire de la protection des captages sans la concilier avec les activités existantes, et inversement ».



 Expliquer, convaincre, former, le rôle des animateurs auprès des agriculteurs est très relationnel.

# Moins de pollution, plus d'emplois

Vitrolles (13) a engagé ses entreprises dans une opération collective pour qu'elles s'équipent et traitent mieux leurs effluents. L'emploi grimpe chez les installateurs.

Traiter la saumure avant de la rejeter dans le réseau d'assainissement de la ville? Franck Béroune, directeur de Provence Olives, à Vitrolles, n'en voyait pas l'urgence puisque, disait-il, «l'eau de mer contient bien du sel ». Mais, en 2013, l'industriel s'est laissé convaincre par la réponse de Roch Pinto, chargé de la police des réseaux au service eau et assainissement de Vitrolles: «Le sel est naturel, certes, mais, trop concentré, il ronge les canalisations publiques ». Depuis, Provence Olives fait partie des 40 entreprises qui se sont engagées, dans le cadre de la convention Eaurizon\*, à mieux gérer leurs effluents, qu'il s'agisse d'hydrocarbures, de solvants, de graisses végétales ou de sel.

Le dispositif commence par un diagnostic: si sa charge de pollution rejetée au réseau est supérieure à celle d'un effluent domestique, l'entreprise est invitée à mettre en place un équipement de prétraitement, avec un échéancier de travaux. À défaut, elle risque de voir grimper sa redevance sur l'assainissement. Dans le cadre de l'opération collective, la société recoit des aides financières et une liste d'une vingtaine de prestataires pour des études ou travaux.

C'est ainsi que l'entreprise Occitane d'Environnement (ODE), spécialiste du traitement des eaux, a installé chez Provence Olives un équipement de 70 000 euros, financé pour moitié par l'agence de l'eau. Celui-ci régule en continu



Roch Pinto (Vitrolles), Franck Béroune (Provence Olives) et Samuel Bernard (ODE) devant l'équipement de pré-traitement

le rejet de saumure, au lieu de la relâcher en une ou deux bâchées avec un impact plus agressif sur le réseau et la station d'épuration. Pour 2015, cet industriel étudie l'installation d'un système de filtrage de ses eaux usées.

«Les aides incitent les entreprises à investir dans un équipement qui n'est pas directement utile à la production, assure Samuel Bernard, PDG d'ODE. Et pour nous, prestataires, ces dispositifs génèrent du chiffre et de l'emploi. Ça nous a permis de recruter deux personnes, et ça représente 10 % de notre chiffre. C'est clairement dynamique ».

\* Signée par l'agence de l'eau et les communes de Vitrolles, Les Pennes-Mirabeau et Cabriès (2011-2013, puis 2014-2016)

## Le chiffre...

C'est le nombre d'emplois générés dans les collectivités, les chambres consulaires et les syndicats professionnels du bassin par les opérations collectives de réduction des pollutions des entreprises.



# En bref... Des récifs de génie

de Marseille le prix du génie écologique dans la catégorie préservation des écosystèmes marins, pour son projet Récifs Prado. L'immersion dans la rade Sud de quelque 400 récifs artificiels de repeuplement « est l'opération la plus grande jamais menée en Europe dans ce domaine », a souligné le jury. Au-delà de la dimension écologique, elle soutient l'économie, de la pêche professionnelle aux petits métiers

La communauté urbaine de Strasbourg a reçu le Grand prix du jury.

# questions à:

# Jean de Balathier

> Directeur de Coop de France Rhône-Alpes Auvergne



#### Qu'apportent les coopératives agricoles à la gestion de l'eau?

Les coopératives agissent sur la préservation de l'eau, en quantité et en qualité, et accompagnent leurs adhérents dans la modification des pratiques. Elles ont une vision large de la production agricole et peuvent, par exemple, prendre en compte les zones de captages prioritaires pour y privilégier des espèces végétales qui demandent moins d'intrants, comme le soja ou la luzerne.

#### Vous allez bientôt signer un accord cadre avec l'agence de l'eau. Dans quel but?

Coop de France veut affirmer sa volonté de s'engager aux côtés des agences de l'eau, des collectivités territoriales, des acteurs de l'eau pour préserver la ressource. Cet accord doit capitaliser sur les actions de terrain existantes pour les multiplier. En Drôme-Ardèche, par exemple, la coopérative Natura'Pro a aidé l'aménagement de 118 aires de lavage des pulvérisateurs, pouvant traiter jusqu'à 376 000 litres d'effluents phytosanitaires.

#### Comment procéderez-vous?

L'accord cadre sera décliné en programmes d'actions très concrets entre les délégations régionales de l'agence et nos cinq fédérations régionales signataires\*. Il nous apportera les moyens de sensibiliser nos coopératives aux enjeux de l'eau et d'impliquer leurs responsables dans les instances locales de gestion de l'eau. Ils y porteront la voix du monde agricole, en même temps qu'une logique économique qui permet de pérenniser les actions.

<sup>\*</sup> Coop de France Bourgogne/Franche-Comté, Coop de France Rhône-Alpes/Auvergne, Coop de France Languedoc-Roussillon, Coop de France Alpes-Méditerranée (Paca) et Coop de France Corse

#### (LE SAVIEZ-VOUS?)

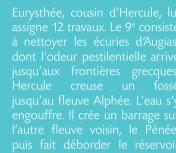
20%



C'est le taux moyen des émissions de gaz à effet de serre provenant des services publics d'eau et d'assainissement d'une collectivité.

> Source Ademe

# Mythologie L'EAU QUI NETTOIE LES ÉCURIES D'AUGIAS



ainsi formé: l'eau se précipite alors dans la vallée envahissant et nettoyant les écuries. Il détruit ensuite les déviations des fleuves qui retrouvent leurs lits respectifs. C'est le chiffre d'affaires annuel des activités (production hydroélectrique, ventes de poissons et de coquillages, pisciculture, thermalisme...) qui bénéficient de la gestion durable des ressources aquatiques en France.

> Source: Commissariat général au développement durable - Janvier 2012

L'eau et l'énergie sont interdépendantes.

La Banque mondiale publie une infographie baptisée « Thirsty Energy » (l'Énergie assoiffée) qui montre que 35 % d'énergie consommée en plus d'ici à 2035 nécessiteraient 85 % d'eau supplémentaire.

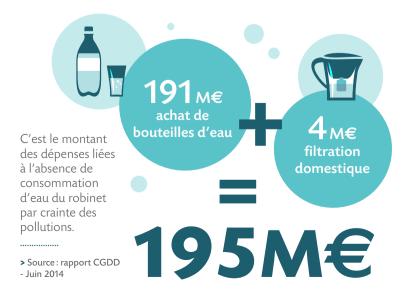
> www.banquemondiale.org

C'est le pourcentage de collectivités des bassins Rhône-Méditerranée et Corse qui ont déjà réalisé le diagnostic de rendement de leurs réseaux d'eau potable grâce aux 2 000 relances effectuées par l'agence de l'eau.

35000

C'est le nombre de services d'eau et d'assainissement en France contre 13 000 en Allemagne et 66 au Portugal.

> Source: Onema







C'est la superficie moyenne d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, le minimum étant de 186 km² pour l'étang de Biguglia, en Corse, et le maximum, de 11 000 km² pour le bassin de la Vilaine, en Bretagne. C'est le nombre de tonnes de CO<sup>2</sup> qu'un Chinois émet par an, autant qu'un Européen, bien plus qu'un Indien (1,8 t.), mais moins qu'un Américain (16 t.).

> Source: Global carbon project

500

# C'EST LE NOMBRE D'ÉLECTROMÉCANICIENS MAIS AUSSI DE TECHNICIENS

D'EXPLOITATION que le secteur de l'eau embauche chaque année, selon le site du Medef « *Beau travail* », qui présente chaque jour sur France Télévisions un des 115 métiers qui recrutent.

> En savoir plus sur www.beautravail.org

# **7 500** € нт



C'est le montant moyen de la participation d'un agriculteur à la réalisation d'une aire collective de remplissage et de lavage des pulvérisateurs de pesticides, contre 20 000 €HT pour une aire individuelle.

> Source : Observatoire des coûts de l'agence de l'eau

# 7,2 M€

C'est le montant total de l'aide apportée aux 28 opérations de réduction de l'impact énergétique des systèmes d'assainissement qui seront réalisées à la suite de l'appel à projets de l'agence de l'eau.

1,23%

C'est la part du revenu des ménages consacrée aux dépenses « eau et assainissement » (calculée sur un volume de 120 m³/an).

> Source : observatoire des services publics d'eau et d'assainissement



# 47,5 MD€

ont été dépensés pour la protection de l'environnement en 2012 (+3,2 % par rapport à 2011). Les mesures incitatives des pouvoirs publics, la prise de conscience des acteurs privés et la hausse des prix des biens et des services environnementaux expliquent ce chiffre.

> Source: rapport CGDD - Septembre 2014

# Denis Cheissoux: d'ondes et d'air purs

Journaliste, producteur et animateur de radio.

Glaneur de sons et d'émotions, Denis Cheissoux conte sur France Inter l'équilibre fragile, mais précieux, entre l'homme et la nature.

Ni gourou ni "Khmer vert". Avec plus de 30 ans d'antenne sur France Inter, Denis Cheissoux pourrait surfer sur le succès.



Le journaliste a acquis une autorité en matière d'écologie, tous sujets confondus. Il dispose d'un réseau d'informateurs dans la France entière, dialogue en ami avec le botaniste Jean-Marie Pelt ou le penseur Pierre Rabhi. Et, certes, à chaque début d'émission, il s'enflamme contre ce qui menace la planète. Mais l'homme de radio ne se prend pas au sérieux et ne lâche pas son appétit de gosse: « C'est dans le jardin de mon grand-père, à 5 ans, que j'ai découvert ce qu'étaient un éco-système, les saisons, la patience ». Avec 6000 km annuels au compteur, Denis Cheissoux voyage beaucoup sur deux roues, il part même en reportage à vélo et se laisse aisément détourner du droit chemin par ce qui vient ou par les gens qu'il rencontre. C'est parfois là qu'il déniche de magnifiques sujets. « Il faut savoir faire ce pas de côté, car c'est dans les friches qu'il y a le plus de biodiversité! sourit-il. Jérôme Boulet, attaché de production de CO2 mon amour, résume: « Il a une vraie spontanéité, les pieds sur les cailloux et ses questions naissent de la terre ».

> « L'intelligence humaine et collective n'a pas de limites »

Le pessimisme face au réchauffement climatique? « C'est une lâcheté », commente-t-il, lui qui prône au contraire un optimisme éclairé: « L'intelligence humaine et collective n'a pas de limites. En matière d'énergie, en particulier, les citoyens mutualisent leur force et s'associent en coopérative. Pour l'eau, c'est plus compliqué. Il faut encore faire prendre conscience aux gens que la solidarité entre l'amont et l'aval est nécessaire. L'eau est un enjeu majeur ».

#### Repères

1956 > naissance dans le Tarn 1979 > débuts à L'Oreille en coin, sur France Inter

1987 > naissance de L'as-tu lu mon pt'it loup, petit bijou hebdomadaire consacré à la littérature enfantine

1992 > création de CO2 mon amour 2008 > CO2 mon amour reçoit le prix de la meilleure émission de la Communauté des radios francophones publiques

# Bibliographie

- > L'as-tu lu, mon p'tit loup?
- > La biodiversité, c'est la vie. Avec Frédéric Denhez

## Ses livres préférés

- > Un de Beaumugnes.
- Jean Giono, et «tout Giono»
- > L'étranger. Albert Camus
- > Le royaume du nord. Bernard Clavel

#### Son coup de gueule...

«Il y a un réel décalage entre les aspirations d'une société qui est en avance sur les problèmes de l'environnement, et le retard culturel des politiques. »

#### Son coup de cœur...

« C'est réjouissant de voir partout des gens qui s'organisent ensemble sur le terrain. C'est d'eux que vient le changement. »



## Les rivières les plus enviables ont désormais leur label

Il fleurira au printemps prochain au bord de nos routes. Les conseils généraux se sont associés d'emblée à cette initiative de l'agence de l'eau.

Toutes les structures gestionnaires de rivières peuvent être candidates au label « Rivière en bon état ». Elles sont appelées à se manifester avant le 27 février 2015.

www.eaurmc.fr/riviereenbonetat

## Consultation du public sur l'eau









L'eau, les inondations, le milieu marin : on fait quoi ?

Du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015



#### Magazine Sauvons l'eau de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 2-4 allée de Lodz - 69363 Lyon cedex 07 Tél.: 0472712600 - www.eaurmc.fr

Directeur de la publication: Martin • Rédactrice en chef: Valérie Santini • Rédaction: Pleins Titres • Conception réalisation : [...bigbang.fr] • Impression : Deux Ponts • Tirage 13 500 exemplaires • N°ISSN: 2270-2512 • Crédits photos: Agence de l'eau, J.P-Bajard, S.Baudouin/SMCG, Comité d'histoire/MEDDE-MLETR, CNASP, Expansia PCAS, David Girard, Images et Rêves, CG70, L. Lafosse/FFCAM, F. Roux, V. Vigne-Lepage/agence Pleins Titres, préfecture du Jura, Syndicat des rivières des territoires de Chalaronne, B. Lohéac-FDPPMA73, Grappe 3, Hautes-Glaces, Phyto perspectives, D. Palanque, DR.

